

**Union Syndicale des Retraités CGT  
de la Vienne – USR 86**

**5<sup>ème</sup> CONGRES**

**JEUDI 21 OCTOBRE 2021**

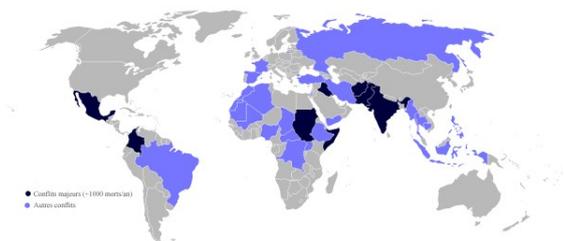
## **PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION**

### **POUR UNE USR C.G.T. ORGANISEE -OFFENSIVE DANS LES TERRITOIRES DE LA VIENNE**

Les 3 années écoulées depuis notre congrès de mars 2018 ont été marquées par des événements économiques sociaux et politiques majeurs, qu'ils soient mondiaux, européens ou nationaux.



**La situation mondiale** a beaucoup évolué et l'élection d'un Président des Américains issu des forces les plus réactionnaires n'a fait qu'aggraver une situation déjà conflictuelle entre les superpuissances dans un cadre où se joue un nouvel ordre universel mondial. Cette lutte apparaît comme hors de contrôle des peuples et semble conduire le monde à sa perte avec ses conflits armés, ses crises financières et sociales et des bouleversements qui se succèdent, se superposent, s'interfèrent les uns avec les autres, de plus en



plus rapidement, et de plus en plus dangereusement.

Guerres, massacres, famines, épidémies, affrontements interethniques, attentats et prises d'otages de groupes terroristes tels Al-Qaïda, Daesh et Boko Haram qui assassinent jusque dans nos rues font *l'actualité quasi quotidienne*. Les *déclarations d'intentions interventionnistes des USA remplacent la diplomatie et le dialogue* indispensables entre les peuples, immigrations sanglantes, ventes d'armes inégalées (*dont notre pays est un des leaders*) font une actualité sans perdre de vue la menace nucléaire qui plane à nouveau au-dessus de nos têtes.

Chaque jour des enfants sont tués ou perdent leurs parents, ils sont enlevés, torturés, recrutés comme soldats, violés et même vendus comme esclaves.

Jamais, dans l'histoire récente, autant d'enfants n'ont été soumis à une telle et épouvantable brutalité, 250 millions sont concernés.



La misère, la malnutrition, les épidémies, les difficultés d'accès à l'eau potable frappent aussi dans les zones conflictuelles.

Autre constat alarmant, les inondations, les tornades, les tsunamis qui se multiplient, conséquences du dérèglement climatique de notre planète qui menacent l'humanité toute entière, d'autant qu'au regard de la folie d'un TRUMP déclarant qu'il n'y a pas de changement climatique. Ces constats dramatiques exigent une prise de conscience des peuples face aux enjeux planétaires, car, à force

d'être spectateurs, nous finirons toujours un jour ou l'autre par être victimes.

Se rassembler, s'organiser pour des politiques écologiques et de développement durable mettant en cause les modes de productions, la répartition des richesses créées et le système bancaire sont essentiels. La lutte pour le respect de l'être humain quel qu'il soit ou qu'il vive, de quelque confession qu'il soit, devrait être le sens commun.



Peut-on s'étonner de la désorientation de nos conci-toyens, de leur perte de repères politiques face à de telles incohérences et face à un traitement tendancieux de l'information ?

**Dans l'Union Européenne**, là-aussi, le système qui domine les Institutions Européennes (*Parlement – Conseil – Commission – Cour de Justice – Banque Centrale et Cour des Comptes...*) qui la gouverne met en œuvre des politiques supranationales et antidémocratiques, au détriment de la satisfaction des besoins sociaux des peuples.

On le voit chez nous, mais comme nous avons pu l'observer en Espagne, au Portugal, en Grèce, le peuple a choisi de mettre au pouvoir une autre majorité pour casser la spirale infernale de l'austérité et de la régression sociale et donner espoir aux classes



exploitées des pays européens.

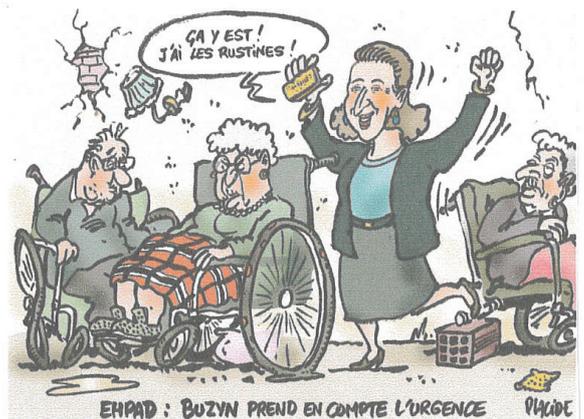


La gouvernance de l'Europe s'octroie le droit de bafouer l'expression démocratique en toute impunité et afin d'étouffer le changement, elle déstabilise des Etats en les contraignant à appliquer des mesures antisociales.



Cette orientation conduit à l'aggravation des inégalités sociales, à des exclusions, à remettre en cause les droits humains, à exacerber le racisme, la xénophobie, le nationalisme et à favoriser les mouvements d'extrême droite ou de droite extrême (exemple l'Autriche- la Bulgarie).

Les plans d'austérité sont utilisés comme instruments pour des révisions régressives des droits dans la totalité des pays européens avec un impact important pour les retraités. On invite les pays à baisser le niveau des pensions, à retarder les âges de départ en retraite, le droit à la retraite est mis à mal, le statut des retraités, comme sa place dans la société, sont remis en cause. La situation des femmes retraitées encore plus malmenées doit retenir notre attention.





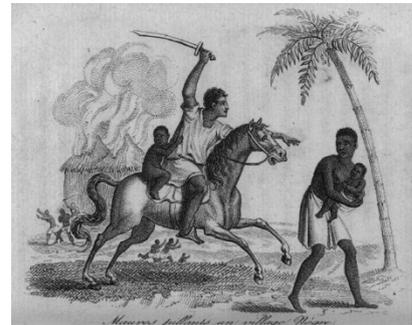
L'Europe, c'est aussi la question des migrants, des réfugiés. Une horreur vécue par celles et ceux qui se noient en traversant la mer, qui étouffent dans les camions, des fripouilles dénommées « passeurs » qui se déchirent la

chair sur les barbelés, qui subissent les coups, les humiliations des forces dites « de l'ordre ». Ces gens fuient la guerre, les dictatures, les atrocités des groupes islamistes fanatiques, la faim, la misère.

Nos dirigeants, pour la plupart responsables directs de l'instabilité dans ces pays et de la montée en puissance de la barbarie, se contentent de gérer de bien triste manière ces migrations forcées sans jamais se remettre en question sur leurs origines (*fournisseurs d'armes entre autres, la France étant le 4ème exportateur*).

Ils traitent des vies humaines comme de vulgaires quotas en quelque sorte, des marchandises (*on voit réapparaître au grand jour des marchés aux esclaves*) qui seraient en transit dans différents pays.

C'est une occasion de plus pour l'extrême droite et la droite de déverser leur haine.



Dès que  
quelqu'un  
comprend  
qu'il est  
contraire à  
sa dignité  
d'homme  
d'obéir à

Certes la question est difficile parce que c'est un droit dans les règles internationales signées par la France, c'est inscrit dans son histoire, ses origines et ses valeurs. La C.G.T. s'est toujours prononcée clairement pour l'accueil des migrants en respectant la dignité de chacune et de chacun par des mesures d'hébergements et d'accompagnement dignes de notre temps.

**En France**, depuis notre dernier congrès en mars 2015 on ne peut hélas que constater les aggravations de la situation des retraités comme celle de tous les salariés, des privés d'emplois et de leurs familles.\_

Nos pensions depuis 20 ans ont connu une perte de Pouvoir d'Achat de plus de 20 % et les conditions de départ en retraite ont « évolué » dans le mauvais sens.\_



**COMMENT DIMINUER LE NOMBRE DE CHÔMEURS?**



Nous pensions avoir connu le pire avec un Sarkozy prédateur des droits sociaux, Hollande qui n'a pas souhaité rester sur le quai de la gare a poursuivi cette politique de droite, l'aggravant même sur de nombreux points dans le sens voulu par le Medef, par les libéraux de la Commission Européenne et pour plaire aux marchés financiers. L'arrivée de Macron emboîtant le pas de ces politiques régressives



accentue la place de l'argent roi, des politiques de délocalisations, de fermetures d'entreprises, de casse des Services Publics, de suppressions d'emplois dans la Fonction Publique, il aggrave les difficultés croissantes d'accès aux soins, de la perte de Pouvoir d'Achat et d'attaques constantes sur tout notre système de protection sociale.

### Les choix sont clairs :

- Les actionnaires plutôt que les salariés,
- La spéculation financière au détriment des investissements productifs,
- La suppression de l'ISF et la continuité du CICE qui n'a apporté que très peu d'emplois malgré les promesses,
- Poursuite de la transformation du « *modèle social français* » vers une configuration libérale,



- Un pacte de responsabilité avec ses cadeaux pour les entreprises qui impacte au quotidien la société et plus particulièrement les couches populaires,
- L'application des lois Macron avec tout son lot de dispositions antisociales pénalisant le monde du travail et contre lesquelles la C.G.T. mène campagne,
- Réduction des dépenses publiques et sociales utiles tout en continuant d'accorder des milliards d'euros aux entreprises sans contreparties réelles, notamment en termes d'emplois, de rémunérations,
- Nouvelles régressions sur les droits des retraités à défaut de pouvoir en finir avec le système solidaire...

## La place des retraités



Les enjeux liés à l'évolution démographique mis en débat dans nos congrès sont toujours d'actualité. En question, *l'allongement de la durée de vie et une perspective de retraite plus longue qui demandent reconnaissance de la place des retraités et de leurs besoins dans la société.*

Si, pour les différents gouvernements et le patronat, les retraités sont « un coût », ils ont participé à la construction du pays, à la création des richesses, ils méritent la considération.

Pour bloquer les pensions et diminuer le Pouvoir d'Achat, ils n'hésitent même pas à nous faire passer pour des « nantis » menant la guerre des âges à l'opposé de notre combat pour construire une société prenant en compte tous les âges de la vie.

Pourtant l'apport d'ordre social, familial, économique, culturel, associatif... des retraités est indéniable et il rejaillit de façon bénéfique sur toute la société.

Pour faire émerger, porter, défendre et aboutir leur reconnaissance et leurs besoins en tant qu'êtres humains et citoyens, les retraités ont besoin de se faire entendre. Ils ont pour cela à leur disposition l'organisation syndicale qui reste un véritable moyen d'expression et d'action des retraités comme elle l'est en activité pour les actifs.

## De quel syndicalisme les retraités ont-ils besoin ?

Le syndicalisme « retraités » (637 syndiqués CGT au 10/01/2018 dans la Vienne) est encore trop souvent méconnu, minimisé ; Il faut donc prendre en compte les réalités d'aujourd'hui :

1°) Ne plus considérer le syndicalisme « retraités » comme un apport de fidélité ou d'appoint. Il faut intégrer dans la réflexion qu'il s'agit d'une population qui se situe en quasi-totalité en dehors de l'entreprise avec des revendications spécifiques sans pour autant se désintéresser des préoccupations des autres générations, d'autant que demain les retraités vont représenter le tiers de la population,



2°) Avoir une approche prenant en compte la diversité des âges (*des quinquagénaires aux centenaires*) et des lieux où ils résident,

3°) Avoir conscience que nous ne sommes pas seuls à vouloir répondre aux préoccupations des retraités et, outre les autres organisations syndicales, il y a le



développement d'associations de retraités (*Catégorielle - Agisme - Corporatisme...*),

Pourquoi y a-t-il des amicales de retraités dans chaque canton, voire commune ou même dans chaque quartier comme à Poitiers ou à Châtelleraut par exemple, c'est bien le besoin de se retrouver pour faire des choses

ensemble, mais comment et pourquoi l'organisation des retraité(es) dans la C.G.T. ne serait-elle pas possible ?

**4°)** Dynamiser notre démarche revendicative en se préoccupant de la proximité, ce qui appelle à revisiter nos modes de vie et nos structures syndicales propres aux retraités, voire des organisations territoriales Multipro par UL ou canton au plus près de la vie des retraités,

**5°)** Gagner sa reconnaissance dans la société certes, mais y compris dans la C.G.T.,

**6°)** Bien affecter les retraités dans chaque syndicat là où ils doivent l'être, que ce soit dans les données COGITIEL ou COGETISE.

**Pour remporter des succès, cela nécessite avant tout de développer une syndicalisation massive à la C.G.T. chez les retraités.**

La question de la **continuité syndicale** ne doit pas être brandie comme un slogan pour se donner bonne conscience et puis disparaître des préoccupations jusqu'à une nouvelle occasion au détour d'un débat ou d'une discussion, elle doit être une culture de défense de ses intérêts, quel que soit notre âge, que l'on soit actif ou non.

Le courage,  
c'est d'agir  
et de se  
donner  
aux  
grandes  
causes sans  
savoir  
quelle

Il s'agit d'une question complexe, le besoin de démontrer l'utilité de rester syndiqué à la retraite et d'expliquer qu'il existe une continuité revendicative avec, pour la faire vivre, des sections professionnelles – multi-professionnelles ou des syndicats de retraités ; Cette question implique toutes nos structures syndicales, en particulier nos organisations de base, par une éducation qui ne prend pas en compte que la défense des intérêts d'actifs mais bien l'ensemble de la vie de chacune, chacun.

Cela suppose des plans de travail ambitieux partagés entre actifs et retraités, ce n'est pas un sacrifice, c'est un engagement à s'inscrire dans la continuité de la lutte collective et spécifique et à participer à la vie sociale du pays. *(Nous en avons élaboré un le 16 février 2017 qui ne s'est jamais appliqué).*

Pour la réussite de cette continuité, il nous faut identifier les conditions de la réussite en s'occupant du retraité en amont de son départ en lui proposant une formation *(comme celle inscrite pour le 3 décembre 2018 dans le plan de formation de l'UD)*, en fêtant son départ en retraite, en l'accueillant... Or, force est de constater que peu de syndicats d'actifs et de sections de retraités prennent à bras-le-corps cette question vitale qui représente, via les sections professionnelles, notre principale source de syndicalisation. C'est une question qui doit soulever de nombreuses interrogations.

Nos mandatés : Malgré le travail de notre Camarade Vice-Président du CDCA (*Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Auto-nomie ex Coderpa*), nous n'avons pas réussi à travailler régulièrement avec nos mandatés notamment ceux siégeant au sein de cette Instance.



Ce déficit nous prive d'éléments de réflexion, nous l'avons ressenti sur le dossier des EHPAD, mais aussi sur la réponse de santé en territoires, le déficit des Services Publics, la perte d'autonomie... Nous devons resserrer les liens avec les mandatés trop souvent coupés de l'USR, **ils doivent faire partie de la direction de l'USR.**

**L'unité** : Pour modifier le rapport de force, ne doit-on pas mettre tout en œuvre pour surmonter, combattre les différences, les divergences et les divisions qui sont un handicap considérable aux rassemblements et à l'efficacité des luttes.

Si pour le commun des syndiqués l'unité est logique et nécessaire, elle ne va pas de soi en réalité, les signatures pour ne pas dire les trahisons par certaines organisations (*sur des dossiers comme l'ANI – les Retraites complémentaires...*) ont porté un grave préjudice à l'unité syndicale.

**L'unité n'est pas facile à réaliser, elle ne doit pas signifier la perte d'identité C.G.T.,** mais pour être plus forts, il faut être unis, c'est vital non seulement pour le syndicalisme retraité, mais pour les retraités eux-mêmes et pour rassembler toutes les forces revendiquant le progrès social.

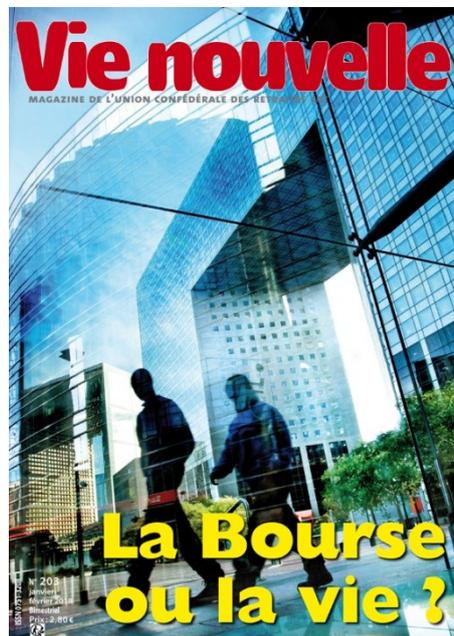
**Les ressources financières** de l'USR nécessaires à son fonctionnement sont assurées essentiellement par les cotisations de ses adhérents retraités et donc dépendantes du montant des cotisations.

Ces ressources sont gérées d'un commun accord par l'Union Départementale. L'ensemble des frais de l'activité de l'USR : banderoles - tracts - mise à disposition de véhicule - sono - locaux - déplacements... ne souffre d'aucunes difficultés et **nous proposons de maintenir ce système.**

Pour autant, nous constatons que des pratiques retardataires de règlements mettent en difficulté l'ensemble des structures de la C.G.T. et génèrent un manque de visibilité sur l'état de syndicalisation et des moyens mis à disposition.

**Il convient de tout mettre en œuvre pour que la diffusion de notre magazine « Vie Nouvelle » progresse auprès de nos adhérents.**

**L'USR C.G.T. 86** est une organisation avec une Direction, une force syndicale départementale ayant pour objet d'animer, d'impulser, de participer au développement de l'activité, et de coordonner sa démarche sur l'ensemble du département. Pour cela, il est nécessaire :



- De mettre en place des méthodes de travail, d'écoute et de participations régulières à la vie des syndicats,
- De développer le maillage entre syndicats, des points d'ancrage territoriaux pour une activité sur les lieux de vie et secteurs géographiques.

**Un constat** : La CE sortante a eu du mal à jouer son rôle de Direction, les difficultés rencontrées doivent nous interroger individuellement et collectivement sur le rôle de « *dirigeant du membre de la CE/USR* ».

Ne devrions-nous pas mettre en place une formation pour l'ensemble de la CE sur le thème « *C'est quoi être un dirigeant de l'USR ?* » Cela semble nécessaire.

Notre activité LSR : Nous sommes en situation de quasi-échec, cette question n'étant pas prise en compte dans notre activité, cependant il semble nécessaire de prendre le temps de la réflexion sur cette question afin de rendre l'activité vivante et pérenne.



IL N'Y A PAS D'ÂGE POUR

S'INDIGNER

RESISTER

REVENDIQUER

SE SYNDIQUER

**USR**  
**CGT 86**